ELECTIONS LEGISLATIVES du 23 JUIN 1968 Circonscription de SAINT-BRIEUC



ÉDOUARD

QUEMPER

Maire-Adjoint de SAINT-BRIEUC
Conseiller Général

CANDIDAT DU

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Jean-Roger

PÉRENNEZ

Chef de Division des P.T.T.
Conseiller Municipal de Ploufragan

Electrices, Electeurs,

Des élections législatives vont avoir lieu le 23 juin, à un moment où nous vivons des événements d'une importance considérable.

LE POUVOIR GAULLISTE A FAIT FAILLITE

Seul en tant que parti, le Parti Communiste s'est opposé, **dès le début**, au pouvoir gaulliste.

En dix années d'existence, ce pouvoir autoritaire, favorisant exclusivement le **grand capital**, a accumulé les motifs de mécontentement parmi toutes les catégories de travailleurs manuels et intellectuels. Par sa politique réactionnaire et antisociale, il a provoqué l'immense mouvement populaire de ces dernières semaines.

LA FORCE CALME DES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Neuf millions de travailleurs se sont mis en grève pour leurs revendications, dans un mouvement d'une puissance et d'une cohésion sans précédent. En même temps, étudiants et enseignants ont engagé la lutte pour une réforme démocratique et moderne de l'Enseignement.

Les paysans, eux aussi, ont manifesté leur mécontentement et, en maints endroits, ils ont affirmé leur solidarité aux travailleurs des villes.

Le Parti Communiste Français apporte son soutien total aux revendications des ouvriers, employés, étudiants, enseignants et paysans.

Avec l'ensemble des travailleurs, il a agi avec fermeté et sagesse pour écarter toute provocation, déjouer toutes les tentatives de division.

Alors que certains éléments aventuriers se sont présentés comme des « enragés », le Parti Communiste s'est conduit comme un parti hautement responsable, un parti de gouvernement.

LA REPONSE DE DE GAULLE AUX TRAVAILLEURS

Méprisant les revendications des travailleurs des villes et des campagnes, de Gaulle a répondu par le chantage, par la menace de dictature militaire.

Les travailleurs ne se sont pas laissés intimider. Poursuivant leur magnifique mouvement, les salariés ont obligé le pouvoir et le grand patronat à reculer. **Ils ont remporté d'importants succès.** Partout où les revendications essentielles ont été satisfaites, ils ont repris le travail.

De Gaulle et le gouvernement portent la responsabilité de la grève et de sa durée. Après avoir fait la sourde oreille aux revendications des travailleurs, ils ont fait traîner en longueur les négociations, puis, avec le patronat, ont prolongé le conflit en refusant de faire droit aux exigences légitimes de certains secteurs.

AUX ELECTIONS LEGISLATIVES LE POUVOIR GAULLISTE DOIT ETRE BATTU

De Gaulle a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser de nouvelles élections. Nous n'avions pas attendu cette décision pour demander que le pays soit consulté.

Comme l'ont dit les travailleurs de toutes catégories en lutte : « Dix ans, c'est assez. » **Le pouvoir gaulliste a fait son temps. Il doit être battu aux élections législatives.** Ce que veulent les masses profondes du pays, ce n'est pas le changement de poste de tel ou tel ministre, ce n'est pas un replâtrage du pouvoir, c'est un changement de politique, un changement de régime.

Au premier tour, le Parti Communiste présente des candidats partout. Pour le second tour, les désistements devront s'effectuer en faveur des candidats de gauche les mieux placés par le suffrage universel, pour battre les gaullistes et autres réactionnaires.

VOTER COMMUNISTE, C'EST SE PRONONCER CLAIREMENT POUR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE ET D'UNION DEMOCRATIQUE

De Gaulle et Pompidou ont désigné clairement le Parti Communiste comme leur principal adversaire, et par conséquent comme le meilleur défenseur des intérêts de la classe ouvrière et de toutes les catégories de travailleurs. Mais leur attaque anticommuniste vise tous les républicains.

En réalité, la question qui est posée devant le pays n'est pas gaullisme ou communisme, mais dictature gaulliste ou démocratie.

La solution n'est pas dans le recours à un « homme providentiel », quel qu'il soit. Elle est dans la formation d'un gouvernement populaire et d'union démocratique fondé sur l'entente des forces de gauche sur un programme commun.

Ce gouvernement devrait comprendre des communistes, car il n'y a pas de politique de gauche possible en France sans la participation des communistes, et lorsque l'on veut écarter le parti des travailleurs on est conduit à collaborer avec la droite et à pratiquer une politique réactionnaire.

Contrairement aux affirmations mensongères des gaullistes, les communistes ne cherchent pas à prendre seuls le pouvoir. Ils veulent que soit mise en œuvre une politique de progrès au bénéfice de tout le peuple, et pour aller dans ce sens ils doivent avoir la place qui leur revient au sein d'un gouvernement d'union démocratique.

CE QUE DEVRAIT ETRE LE PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

Les communistes luttent depuis des années pour la réalisation d'un accord entre les partis et formations de gauche (à l'exclusion de tous les réactionnaires) sur un programme commun à contenu social avancé.

Ce programme commun devrait prévoir l'établissement d'une véritable démocratie. Il devrait comporter :

— **la satisfaction des revendications essentielles des travailleurs de toutes catégories** (y compris les marins de notre région côtière), des assurés sociaux, des retraités et pensionnés, anciens combattants des deux guerres mondiales et d'Algérie.

Il est évident que l'augmentation du pouvoir d'achat ne peut que favoriser la relance de l'économie, améliorer la situation du petit commerce et de l'artisanat et faciliter l'écoulement des produits agricoles. Des mesures comme la réduction du temps de travail et l'avancement de l'âge de la retraite (60 ans, 55 ans pour les femmes) ne pourront qu'aider à résorber le chômage ;

— **une politique agricole** prévoyant notamment des prix rémunérateurs pour les produits agricoles, des mesures d'aide aux exploitations familiales et de soutien à la coopération sous toutes ses formes ;

— **une réforme démocratique de l'Enseignement** (notre Parti a établi un projet dans ce domaine) ;

— **les moyens d'une politique de développement économique et de progrès social :**

- suppression de la force de frappe atomique et des dépenses somptuaires ;
- suppression des cadeaux scandaleux aux grandes sociétés capitalistes ;
- réforme démocratique de la fiscalité épargnant les petits contribuables (salariés, paysans, artisans, petits commerçants) dont le sort est aggravé par la T.V.A. que nous avons combattue. Une telle réforme frapperait au contraire les bénéfices capitalistes et les grosses fortunes ;
- de profondes réformes de structures, comme la nationalisation des banques d'affaires et de dépôt et des secteurs-clés de l'économie avec la gestion démocratique des entreprises nationalisées.

En s'appuyant sur un large secteur nationalisé le gouvernement démocratique pourrait mettre en œuvre un plan de développement économique et de progrès social prévoyant notamment l'équipement des régions sous-développées comme la Bretagne.

— **une politique extérieure de paix et d'indépendance nationale**, tenant notre pays à l'écart des blocs militaires, favorisant les échanges avec tous les pays, la détente et le désarmement, la fin de l'agression américaine au Vietnam, la construction d'une Europe pacifique. (Nous sommes contre les institutions politiques européennes qui placeraient notre pays sous la coupe des monopoles européens et, en définitive, des monopoles américains.)

En ce qui concerne le Marché Commun, que nous avons combattu dès le début et qui n'a guère apporté aux travailleurs des villes et des campagnes que des inconvénients, nous proposons que ses institutions, actuellement au service des monopoles européens, soient démocratisées.

L'œuvre d'un tel gouvernement ouvrirait la voie au socialisme.

Dans la circonscription de Saint-Brieuc, le pouvoir sera représenté, en fait, par **M. Arthur Charles** qui cherche à réaliser, comme M. Pleven à Dinan, l'alliance des deux tendances réactionnaires gaulliste et centriste.

La manière la plus nette, la plus claire, de se prononcer contre le gaullisme et toute la réaction, c'est de voter pour

Édouard QUEMPER

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Edouard Quemper, si vous le placez en tête de la gauche au premier tour, peut battre la réaction comme la preuve en a été faite aux dernières élections cantonales où il a été élu conseiller général dans un canton où il y avait jusqu'alors une majorité de droite.

— **Approuvez le programme et la politique d'union des communistes.**

— Assurez le succès de la démocratie contre le désordre et la menace qui pèse sur les libertés et le pays.

VOTEZ POUR Édouard QUEMPER

Maire-Adjoint de Saint-Brieuc - Conseiller Général

Candidat du Parti Communiste Français

Remplaçant éventuel :

Jean-Roger PÉRENNEZ

IMP. E. DESSALLES - Z. I. St - BRIEUC - TEL. 33 - 43 - 44